

« Nous devons être plus exigeants sur l'école » | Édouard Philippe

10 min · Horizon

Bonjour Édouard Philippe. Bonjour Benjamin Duhamel. Merci d'être avec nous ce matin sur France Inter. Au long de la rentrée des classes pour près de 12 millions d'élèves, je voudrais commencer par vos propositions sur l'éducation, d'abord sur la rémunération des enseignants. Vous voulez augmenter leur salaire de 20 % sur un quinquennat et peut-être sans doute même ceux qui nous écoutent ce matin se disent, on se souvient d'Emmanuel Macron qui en 2022 proposait une hausse de 10 % des salaires, objectif qui n'a pas été atteint. Pourquoi est-ce que vous réussiriez là où lui a échoué

? Il y aura au cours des cinq dernières années, aux six dernières années, il y a eu 600 000 élèves scolarisés en moins dans toutes les écoles françaises. Au cours des cinq années qui viennent, il y en aura près d'un million. Je suis pas sûr que ce soit une très bonne nouvelle pour le pays, mais c'est un fait, il va y avoir moins d'élèves, nettement moins d'élèves. Face à ça, on peut et on va devoir recruter un petit peu moins de professeurs que ceux qu'on avait l'habitude de recruter auparavant, pas à due proportion, ça nous permet de dégager des moyens et de les réaffecter, je le dis tout de suite, à mieux rémunérer les professeurs. C'est ce qui permet à budget constant, à budget stable, de rémunérer beaucoup mieux les professeurs. Et c'est absolument indispensable. En les augmentant de 20 % en moyenne sur cinq ans, on reviendra à peu près à la moyenne de l'OCDE. Donc on part de loin, malheureusement on part de loin. Donc il faut le faire, il faut le faire au début de carrière, pour continuer à attirer les gens qui veulent devenir professeurs au milieu de carrière qui est très plat dans l

'échelle des rémunérations et à la fin. Est-ce que vous savez combien ça coûte et comment est-ce que vous financez cette mesure au-delà ? Parce que ça ne suffit pas de compter simplement sur la baisse de la géographie. Si, si ça suffit, ça suffit exactement. Donc vous financez intégralement cela avec la baisse

d'effectifs ? Absolument, on peut tout à fait, avec le moindre recrutement de professeurs et en mettant le paquet sur les petites classes, et donc en faisant en sorte que le dédoublement des petites classes qui a commencé dans un certain nombre d'écoles en rep plus et dans un certain nombre de classes soit généralisé. Donc moi mon objectif c'est de faire en sorte qu'il y ait plus de professeurs devant les très jeunes élèves, parce que c'est là qu'il faut mettre le paquet, en maternelle, souvent le part aux pauvres des projets pédagogiques, au primaire, et une meilleure rémunération des professeurs parce qu'on en a besoin pour continuer à attirer des gens qui veulent être professeurs et pour mieux

les payer parce que c'est indispensable. Si on rentre dans le détail de cette promesse d'augmentation, il y a une forme de flou sur la question des contreparties. Qu'est-ce que vous demandez aux professeurs en échange de ces augmentations ? Est-ce que vous leur demandez d'être plus vigilants sur la question des remplacements ? Est-ce que vous leur demandez de rester plus longtemps dans les établissements ? On se souvient que c'était parfois des propositions politiques et de faits, j'ai le souvenir de Nicolas Sarkozy en 2012 qui faisait cette proposition. Qu'est-ce que vous leur demandez en plus ? Je leur demande

deux choses. La première, et je pense que c'est leur propre intérêt, c'est de mettre le paquet sur la formation continue. Il faut qu'on ait une meilleure formation continue des professeurs. Je vais vous dire, c'est pas propre aux professeurs, tout le monde a besoin d'une meilleure formation continue. Mais c'est indispensable aussi pour les professeurs. Et puis surtout, je leur demande de se saisir, d'investir la réforme que je veux faire, c'est -à -dire celle de l'autonomie des établissements, celle de la liberté donnée aux établissements. Alors ça veut dire quoi ? Parce que saisir de cette... Vous avez commencé cette entretie en parlant d'argent, très bien, mais ce que je propose pour l'éducation, c'est pas simplement d'augmenter les professeurs. C'est une école des savoirs fondamentaux, du mérite, de l'excellence, de l'exigence, c'est le premier pilier, il y a beaucoup de mesures qui viennent là -dedans. Et puis, une méthode, la liberté dans les établissements. Moi, je veux que les établissements scolaires puissent définir un projet, que le chef d'établissement scolaire puisse avoir les moyens de cette autonomie. Ça veut dire quoi ? Ça veut dire que quand vous êtes chef d'établissement et que vous constatez à travers les évaluations que vous avez un besoin particulier dans telle ou telle matière, vous avez les moyens horaires, la dotation horaire globale, comme on dit, qui vous permet beaucoup plus qu'aujourd'hui d'adapter l'ensemble du fonctionnement de l'école à ce projet et à ce besoin. Et ça, ça existe que les professeurs s'engagent dans le fonctionnement, au-delà de leurs propres

cours, dans le fonctionnement collectif. Et certains vous diront Edouard Philippe, ça crée des écoles à deux vitesses. L'essai de l'autonomie, c'est formidable quand c'est des établissements qui vont bien. Quand c'est des établissements qui vont moins bien, ça crée de l'école à deux vitesses. Moi, je vous dis le

contraire. Je pense qu'on a toujours intérêt à faire confiance à la communauté pédagogique. On a toujours intérêt à faire confiance au chef d'établissement, au professeur réuni, aux parents d'élèves lorsqu'ils s'investissent dans le fonctionnement de l'école, à la mairie quand on parle d'une école primaire. Ensemble, cette communauté éducative, elle va faire les bons choix pour l'école. Et ce que vous me dites, ça va créer des très bonnes écoles quelque part. Et puis moi, d'abord, excusez -moi, mais l'école à deux vitesses, j'ai l'impression qu'elle existe déjà. Et par ailleurs, ça me fait penser aux arguments qu'on entendait il y a 40 ans sur la décentralisation. Mais si vous donnez la liberté aux collectivités territoriales, il y en a qui vont très bien s'en sortir et puis il y en a qui vont très mal s'en sortir. Mais faisons confiance à la compétence et à la liberté des professeurs. Qu'est -ce qu'ils veulent, les professeurs ? Ils veulent que leurs enfants réussissent. Il faut leur faire confiance, on va pas faire l'école

contre eux. Je reprends les mots que vous avez utilisés. Excellence, élitisme aussi c'est un mot qu'on retrouve, que vous assumez dans votre discours. Là encore, si on est très concret dans les propositions qui en découlent, est -ce que ça veut dire par exemple que comme Gabriel Attal, vous dit qu'il faut qu'il y ait un examen, le brevet qui sanctionne et qui empêche, si on ne l'a pas, de passer au lycée ? Est -ce que c'est ça une politique d'excellence et d'élitisme dans l'éducation ? Je pense qu'il faut qu'on soit tous plus exigeants avec ce qu

on attend de l'école. Ça veut dire que le but de l'école, c'est de faire en sorte que chaque enfant s'améliore. Oui. C'est la transmission du savoir. Ça exige une forme de sérénité à l'intérieur de l'école, j'y reviendrai. Donc il faut que le niveau remonte. Il faut que chaque élève, quand il décroche, soit accompagné. Et que chaque bon élève soit accompagné. Je ne sais pas si ça demande un examen à la fin du CM2 pour savoir si on peut passer au collège. Je ne sais pas si ça veut dire qu'il faut un examen... Parce que ce que ne disent jamais, jamais ceux qui sont favorables à cet examen, c'est ce qui se passe pour les autres. Donc bien sûr il faut être exigeants. Bien sûr il faut être beaucoup plus attentif à ce que personne ne décroche. Et il faut revenir, et je le dis, la priorité c'est

les savoirs fondamentaux. C'est le langage, c'est l'écriture, c'est la lecture, c'est les mathématiques. Et ça, ça passe par l'essentiel des moyens consacrés à la maternelle et à l'école primaire. Par le dédoublement généralisé des classes dès la maternelle et dans toute la primaire. C

'est absolument indispensable. Édouard Philippe, puisque l'on parle des générations futures, votre ami et soutien Gérald Darmanin Dimanche a considéré à Tourcoing que l'un des problèmes du débat français était que c'était trop souvent un débat de vieux mettant en avant les retraites, la dépendance, la santé Sur la question des retraites, vous restez ambigu, puisque vous dites qu'il faut travailler plus longtemps, mais on ne sait toujours pas si c'est... Je reste pas du tout en boulot. 65, 66, 67. Est-ce que quand on promet un programme massif, quand on dit qu'on a du courage, il faut pas se dérober sur un sujet aussi important

? Qui dit qu'on va devoir travailler plus longtemps ? Vous ? Voilà, et qui d'autre ? Parce que j

'entends, madame Le Pen dit qu'il faut faire travailler les jeunes. Non mais dans votre espace politique. Elle ment en français. Édouard Philippe, dans votre espace politique on le dit, et la question qui...

Nous allons devoir travailler plus longtemps. Moi, pour l'instant, j'aurai l'occasion de dire la totalité de mon plan sur les retraites. Mais je

ne comprends pas pourquoi vous ne... Parce que pour l'instant... Vous ne voulez pas avancer sur une question très simple qui est de dire, quand on est en bonne santé, quand on est, comme vous et moi, à un travail qui n'est pas pénible, comment se fait-il qu'on ne sache pas si Édouard Philippe Président promet un départ à 65, 66 ou 67 ans ?

À ce stade de la campagne, monsieur Duhamel, ce que je veux, c'est me battre politiquement pour faire entrer dans le débat public l'idée que nous allons tous devoir travailler plus longtemps. Pas dans les mêmes conditions. Parce que nous ne sommes pas tous égaux par rapport au travail. Parce que nous n'avons pas tous la même capacité de nous organiser par rapport au travail. Parce que la situation de Benjamin Duhamel, journaliste à France Inter, n'est pas la situation de celui qui conduit un poids lourd et qui travaille la nuit. Mais est-ce que vous

avez peur de braquer ? Pas du tout. Vous avez peur de faire peur en français ? C'est pour ça que vous ne leur dites pas, il faudra partir à 65, 66, 67 ? Je le dis

progressivement, mon objectif c'est de dire qu'un bon système de retraite, c'est un système équilibré. Il y a plein de gens qui ne pensent pas ça. Un bon système de retraite, c'est un système de retraite dans lequel nous allons travailler tous un peu plus longtemps. Pas dans les mêmes conditions. Et nous allons mettre en place un système de capitalisation obligatoire qui produira ses effets dans 20 ou 30 ans. Donc ça ne sauvera pas tout de suite. Et j'aurai l'occasion, le moment venu, de dire très exactement. Mais avant de dire ça, monsieur Duhamel, je veux engager une discussion avec les partenaires sociaux. Parce que je veux voir là où nous allons pouvoir discuter et là où

il n'y aura pas de discussion. Édouard Philippe, Patrick Cohen en parlait il y a ces derniers jours, il y a eu un débat autour de la proposition du Rassemblement National d'interdire le voile dans l'espace public. Le RN qui propose donc une amende pour les femmes voilées en décembre dernier sur LCI. Vous reconnaissez, je cite, « ne pas être à l'aise vis-à-vis du port du voile ». Est-ce que ça veut dire que ce débat posé par le RN il est légitime

? Mais est -ce qu 'on peut comprendre que dans une république, je peux ne pas être à l 'aise avec le port du voile, je l 'ai dit. Mais ça ne veut pas dire que je dis qu 'il faut l 'interdire. Je pense que la proposition du Rassemblement National est inconstitutionnelle, scandaleuse sur le fond. Pourquoi ? Parce que OTAN est absolument fondé à être exigeant sur le respect de la loi. Je dirais même intransigeant sur le respect de la loi. OTAN doit être exigeant sur le respect des principes républicains. Mais dans les principes républicains, il se trouve qu 'il y a, et depuis très longtemps, la liberté religieuse. Donc ceux qui veulent exercer leur liberté religieuse dans le respect de la loi, qui ne sont pas des fonctionnaires ou des agents publics, qui eux sont tenus à une stricte neutralité, et c 'est tant mieux, eh bien ils ont le droit d 'exprimer leurs convictions religieuses. Voilà ! Et moi je suis pour le respect de la loi, je suis pour le principe de laïcité, qui est un principe d 'absolue neutralité de la puissance publique, et de liberté religieuse pour les individus et pour les citoyens. Et je ne veux pas entrer dans une confrontation avec mes compatriotes français de confession musulmane. Je pense que cette mesure est dangereuse, je pense qu 'elle est totalement illégitime, je pense qu 'elle est d 'ailleurs totalement inapplicable. Et après avoir écouté M. Cohen, et après avoir écouté le débat public, je constate que le Rassemblement National, au fond, n 'est pas totalement aligné sur ce sujet, et que tout le monde souligne à juste titre que cette mesure ne vole pas, elle est mauvaise, je la

combats. En quelques mots, Edouard Philippe, vous êtes aujourd 'hui le mieux placé dans les sondages, même si vous n 'avez pas tué le match face à Gabriel Attal. Hier, on commémorait la mort d 'Edouard Balladur, qui était le favori des sondages quelques mois avant de perdre face à Jacques Chirac. Est -ce que vous craignez une forme de Balladur... d 'Edouard Philippe

? J 'essaie de m 'astreindre à ne jamais commenter les sondages. Est -ce que vous voulez pas monsieur Duhamel essayer de vous astreindre à cette même règle ? Parce que c 'est formidable les sondages quand ils sont bons c 'est merveilleux, quand ils sont mauvais on dit qu 'ils n 'ont aucune importance. Bon moi ce qui m 'intéresse c 'est le débat de fond. On a parlé d 'école, on aurait pu dire bien des choses encore sur l 'école, comment est -ce qu 'on ramène la sérénité à l 'école ? L 'école c 'est le lieu de transmission du savoir monsieur Duhamel. Non, attendez je reviens là -dessus, une seconde, parce que tous les professeurs qui nous écoutent et tous les parents de savoir, c 'est le lieu de transmission du savoir. On a besoin de sérénité à l 'école, on a besoin d 'émulation, on a besoin d 'exigence, on a besoin de plaisir aussi parce que l 'école c 'est aussi un lieu de plaisir et on a besoin de sérénité. Comment est -ce qu 'on ramène la sérénité pour la transmission du savoir ? Merci beaucoup Edouard Philippe d 'être venu sur France Inter.